

Séminaire « Soutenabilités »

Contribution - Covid-19 : pour un « après » soutenable

Nom : Delon

Prénom : Aymeric

Institution ou entreprise :

Axe(s) :

- Quelles interactions humains, nature, mondialisation et pandémies ?
- Quelles attentes à l'égard de la puissance publique face aux risques
- Quelles relations entre savoirs, pouvoirs et opinions

Intitulé de votre contribution : La France face aux catastrophes environnementales, biologiques, technologiques : FRANCESCENCES intégrer plus les sciences dans la décision

Résumé de votre contribution :

La crise sanitaire du Covid-19 nous met face à l'Homme à sa faiblesse face à la nature, à sa dépendance vis-à-vis de la mondialisation. A des dangers où nous sommes toujours les victimes, souvent les auteurs. Nombreux sont les risques qui pèsent en puissance sur nos épaules : risques sanitaires, risques environnementaux, risques numériques, risques industriels. Tous ces aspects soulignent l'intérêt de solliciter les scientifiques et créer une commission d'expertise mais aussi force de proposition et d'évaluation des dispositions législatives et réglementaires de la République. A l'instar de FranceStratégie, FranceSciences (dont une hypothèse de structuration est proposée ci-joint), attachée au Premier Ministre, permettrait à l'Etat et au Gouvernement de bénéficier d'une agence centralisée, avec une grande part de scientifiques intégrés au milieu académique, qui donnerait cohérence, force et efficacité aux politiques publiques liées aux thématiques scientifiques, entre sciences numériques, sciences naturelles, sciences économiques, sociales et humaines. Si RABELAIS disait le fameux adage "Science sans conscience n'est que ruine de l'âme", peut-on se permettre la réécriture suivante : "Politique(s) sans science(s) n'est que ruine de l'Homme".

La France face aux catastrophes environnementales, biologiques, technologiques : FRANCESCENCES, intégrer plus les sciences dans la décision

Une contribution personnelle au GT "Soutenabilités" de FRANCE STRATÉGIE

Aymeric P. DELON

Normalien, Elève à l'École Polytechnique

Master Géosciences WAPE

Candidat SciencesPo Paris, Admin. Publique

La crise sanitaire du Covid-19 nous met face à l'Homme à sa faiblesse face à la nature, à sa dépendance vis-à-vis de la mondialisation. A des dangers où nous sommes toujours les victimes, souvent les auteurs. Nombreux sont les risques qui pèsent en puissance sur nos épaules : risques sanitaires, risques environnementaux, risques numériques, risques industriels. Tous ces aspects soulignent l'intérêt de solliciter les scientifiques et créer une commission d'expertise mais aussi force de proposition et d'évaluation des dispositions législatives et réglementaires de la République. A l'instar de FranceStratégie, FranceSciences (dont une hypothèse de structuration est proposée ci-joint), attachée au Premier Ministre, permettrait à l'Etat et au Gouvernement de bénéficier d'une agence centralisée, avec une grande part de scientifiques intégrés au milieu académique, qui donnerait cohérence, force et efficacité aux politiques publiques liées aux thématiques scientifiques, entre sciences numériques, sciences naturelles, sciences économiques, sociales et humaines. Si RABELAIS disait le fameux adage "Science sans conscience n'est que ruine de l'âme", peut-on se permettre la réécriture suivante : "Politique(s) sans science(s) n'est que ruine de l'Homme".

Quels sont les risques auxquels nous sommes exposés? Bien entendu, les **risques pandémiques (ou plus largement sanitaires)** sont mis sous le feu des projecteurs présentement. En outre, les **risques environnementaux** sont évidemment aussi à nos portes, qu'ils soient ponctuels (recrudescence d'évènements météorologiques extrêmes) ou tendanciels (hausse des températures mondiales, hausse du niveau de la mer, chute de la biodiversité...). Notons également les **risques numériques**, résultant de notre dépendance au numérique : nous avons la chance qu'à ces heures terribles ne s'ajoutent pas des phénomènes d'éruption solaire qui paralyseraient nos satellites de télécommunication, ou du moins une panne locale du réseau, depuis le plancher des vaches. A ce phénomène de paralysie numérique, nous pouvons ajouter une cyberattaque globale perpétrée par des gouvernements ou par des "cyberterroristes" isolés. Pensons aussi à la robotisation : loin de penser aux scénari des films de science-fiction, je pense plutôt à la robotisation progressive de notre tissu économique qui, outre son impact social, expose les entreprises à du piratage / cyber-espionnage. Mentionnons également pour conclure les **risques industriels**, à l'instar des incidents à l'usine AZF (Toulouse, 2001) ou Lubrizol (Rouen, 2019) voire les accidents nucléaires de Tchernobyl (URSS-Ukraine, 1986) et Fukushima (Japon, 2011). Ces derniers contribuent à une pollution des milieux naturels et des conséquences sanitaires dont le spectre est à décorrélér de la taxinomie précédente des risques. Cette cohorte de risques, résumé dans la **Table 1**, soulignent à quel point la science, et donc ses acteurs (loin d'être parfait, parfois ignorés voire décriés, mais toujours rationnels), a un rôle à jouer dans notre société contemporaine.

Risques sanitaires Exposition à des maladies chroniques ou infectieuses <i>Ex : Crise du Covid-19, Episode du sang contaminé, ...</i>	Risques environnementaux Alteration des écosystèmes naturels <i>Ex : Inondations, Algues Sargasses, ...</i>
Risques numériques Contrôle des réseaux de transmission d'informations <i>Ex : Cyberattaques pendant les élections, Piratages, ...</i>	Risques industriels Accidents en sites industriels à risques SEVESO/nucléaire <i>Ex : Explosion d'AZF, Accident de Tchernobyl...</i>

Table 1 • Risques dont l'exposition peut être préparée et contrôlée par les scientifiques

Si RABELAIS disait le fameux adage *"Science sans conscience n'est que ruine de l'âme"*, je me permettrais la réécriture suivante : *"Politique(s) sans science(s) n'est que ruine de l'Homme"*.

FRANCE SCIENCES. Un conseil d'expertise scientifique multidisciplinaire. Un FRANCE STRATEGIE des sciences, au service de la France. La crise sanitaire que nous traversons nous a montré plus que jamais qu'il est temps que les scientifiques rentrent, à temps complet, dans l'arène politique.

Pour **proposer** des solutions dans l'urgence comme dans la pandémie du Covid-19, afin d'ajuster en temps réels les décisions politiques selon les connaissances scientifiques, la situation socio-économiques mais aussi les considérations éthiques et sociologiques.

Pour **évaluer** la pertinence des dispositifs législatifs et réglementaires qui visent à adapter notre pays aux défis du siècle, à l'échelle nationale comme territoriale, mais aussi corriger les protocoles de gestion de crises selon la réponse nationale ou des exemples internationaux.

Pour **anticiper** en élaborant des stratégies hors temps de crises pour préparer la France à des situations de crise quelque soit sa durée, de l'épiphénomène aux bouleversements profonds des équilibres.

Pour **débattre** des politiques publiques, ou plus largement des enjeux philosophico-scientifiques, relatifs aux problématiques de développement durable, de ressources énergétiques, de mutations technologiques, de choix stratégiques de cyber-défense, de prévention sanitaire.

Je n'ignore pas que ces missions essentielles sont assurés par FRANCE STRATÉGIE (dans le domaine du Développement durable et du Numérique) ou les agences ministérielles. Cependant, je me permets de soutenir avec force l'idée de cette structure FRANCE SCIENCES qui serait attachée à Matignon. C'est une question de visibilité nationale et de concentration des activités. Pour gagner en cohérence et en efficacité. Sa saisine ou sa consultation par les politiques comme par les citoyens sur des dossiers scientifiques doit relever du réflexe myotatique.

Qui pour la composer, comment l'organiser? Quels exemples, quels contre-exemples? Il est essentiel que les experts soient impliqués fortement dans la structure. D'où là un dilemme : soit on détourne à temps plein des chercheurs scientifiques de leur recherche académique, soit on emploie des haut-fonctionnaires pour effectuer les fonctions d'expertise. Etant scientifique avec des expériences de recherche mais aspirant haut-fonctionnaire, je n'ai rien ni contre ni les uns ni contre les autres ; je m'essaie avec difficulté et humilité à un exercice de lucidité. La première solution (outre le fait que des chercheurs seront très réfractaires à l'idée d'abandonner leur laboratoire) conduirait à la déconnexion progressive du milieu académique, la seconde est limitée car ne garantit pas la qualité de l'expertise requise. Une proposition est présentée en **Figure 1**.

Encadrant et représentant les différents pôles, sont associés un Commissaire général doit avoir une formation scientifique robuste (grade Master minimum, Doctorat de préférence) et un Directeur scientifique, issu du monde de la recherche académique dont le mandat est unique d'une durée de x années. L'irrenouvelabilité du mandat permet (i) au chercheur de renouer avec la recherche académique, la DS de FranceSciences n'étant qu'une parenthèse (si belle et motivante soit elle) ; (ii) de renouveler la direction d'un point de vue humain mais aussi thématique (d'un biologiste alterné avec à un physicien puis à un sociologue...).

Les membres exécutifs des pôles sont équirépartis entre scientifiques en activité de recherche à temps partiel (**;***;****) et des membres permanents à bagage scientifique solide (Licence minimum voire Master) relatif au service (emplois type FranceStratégie). Ceci permet de garantir : (i) la présence à mi-temps de scientifiques dont le regard est on ne peut plus pertinent mais sans les couper de la recherche donc obéir à leurs souhaits personnels et préserver leur pertinence actualisé ; (ii) l'effectivité permanente des services avec des personnels formés dans le domaine des sciences et ainsi concilier haut-fonctionariat et regard scientifique.

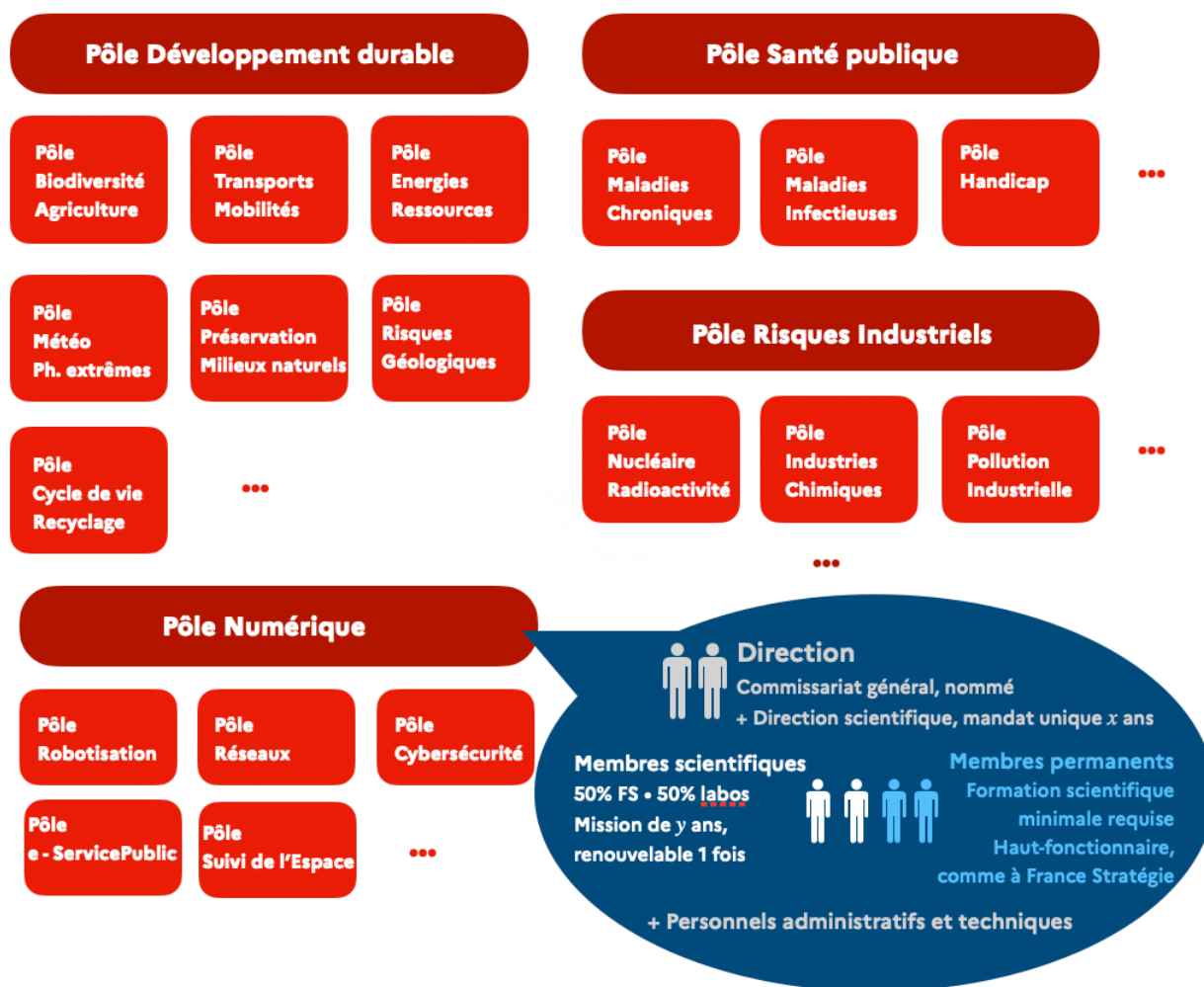


Figure 1 • Structure schématique de FranceSciences : une direction bicéphale autour des pôles d’expertise où se mêlent chercheurs à temps partiel et haut-fonctionnaires permanents (la liste des pôles et groupes n’est pas exhaustive, elle a été limitée pour la lisibilité de la Figure 1)

(*) Pourcentage de temps de présence à fixer, ex : 50%±10%. Des “roulements” sont donc à prévoir pour assurer la représentativité de tous les pans de la science relativement au service (sciences numériques, sciences naturelles, sciences économiques, sciences sociales et humaines).

(**) Mandat d’une durée de y années, éventuellement renouvelable. Ceci permet aussi de changer les effectifs et donc les approches ainsi que de réintégrer les chercheurs pleinement en milieu universitaire. Le fait que l’exercice soit à temps partiel est pleinement compatible avec un mandat à caractère reconductible.

(***) Nomination par la Direction, en garantissant l’indépendance et la pertinence du choix des membres

FranceSciences c’est :

Une entité qui répond à la saisine du Gouvernement pour élaborer des réponses à court, moyen et long terme à des problématiques scientifiques larges qui sont traduites dans des projets de lois. Une potentialité pour augmenter sa visibilité et son poids dans la sphère publique serait la possibilité de saisine par des parlementaires afin de préparer des propositions de loi et/ou des amendements législatifs, ce qui suppose des modifications administratives.

Une entité qui éclaire et aide le citoyen à prendre conscience des enjeux scientifiques et technologiques. FranceSciences propose des débats, des consultations en ligne mais doit être un outil pédagogique de vulgarisation sur des sujets comme le réchauffement climatique, la vaccination, les avantages et désavantages du nucléaire civil ... FranceSciences doit permettre ludiquement mais sérieusement d’apporter de la raison dans le débat public, à l’heure de la

prééminence malheureuse des fausses nouvelles. Cette mission pourra s'articuler sur les moyens techniques des agences nationales et de l'audiovisuel public.

Une entité qui s'épanouit en autonomie pour travailler sur des thématiques innovantes afin de proposer au Gouvernement des pistes voire des trajectoires de politiques publiques. FranceSciences ne doit être un entre-soi scientifique mais se doit d'être une sphère d'émulation, d'incubateur d'idées. FranceSciences regroupe des missions actuelles de l'ADEME, du CGEC, de SantéPubliqueFrance, de FranceStratégie ...

Expertise, Pédagogie, Initiative. Ainsi, dans une heure où l'exposition aux risques techniques et naturels est de plus forte, dans un contexte où exécutif et législatif cherche à mieux répondre à ces enjeux, dans une époque où défiance et irrationalité s'impose de plus en plus, une agence nationale comme FranceStratégie - qui soit à la fois visible dans la sphère politique et publique et experte de manière à ne remettre en doute ses avis toute en assurant de son indépendance et de la pluralité des tropismes académiques - permettrait dans une France "post-Covid19" de mieux préparer le XXIème siècle.



Figure 2 • Suggestions de logo/devise pour FranceSciences.